

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques
Publiques et de l'Appui Territorial

Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 28 NOV. 2019

définissant, pour la prévention des explosions et la limitation de leurs conséquences,
les conditions d'aménagement et d'exploitation du silo « SILORINS » au sein de
l'établissement de la rue du Rhin Napoléon – Comptoir Agricole Strasbourg

Le Préfet de la Région Grand Est,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L181-4-14, R181-45, R181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 21 octobre 1988 et 15 mai 1995 autorisant le silo « SILORINS » (autorisation initiale et extension) exploité par le Comptoir Agricole rue du Rhin Napoléon à Strasbourg, ainsi que les autres actes portant droit d'exploitation des installations classées du 113 rue du Rhin Napoléon à Strasbourg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2014 fixant des prescriptions complémentaires de la société Comptoir Agricole pour son site de Strasbourg ;
- VU le dossier référencé « BUTED/NT/1801306 Juin 2019 » par lequel le Comptoir Agricole présente les conditions dans lesquelles est reconstruit et sera exploité le silo « SILORINS », détruit le 6 juin 2018 ;
- VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 5 septembre 2019 ;
- VU les observations de l'exploitant, du 29 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que le silo « SILORINS » est reconstruit sans modification notable de son emprise, ni des plans des dossiers ayant conduit aux arrêtés préfectoraux d'autorisation des 21 octobre 1988 et 15 mai 1995 ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort du dossier susvisé, que l'exploitant a tenu compte du retour d'expérience suite à l'accident du 6 juin 2018, ainsi que des prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, pour la reconstruction et la reprise d'exploitation du silo ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'acter les améliorations apportées ;

CONSIDÉRANT les termes des articles L181-14 et R181-45 du code de l'environnement qui disposent que : « ... l'autorité administrative compétente peut imposer tout prescriptions complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L 181-3 et L 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout

moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées », « Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires... » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Comptoir Agricole (siège social 35 Route de Strasbourg – 67 270 HOCHFELDEN) respecte les dispositions du présent arrêté pour l'aménagement et l'exploitation de son silo « SILORINS » localisé dans l'établissement du 113 rue du Rhin Napoléon à Strasbourg.

Les dispositions du présent arrêté se substituent à celles des arrêtés préfectoraux des 21 octobre 1988 et 15 mai 1995 susvisés, ainsi qu'à celles de même objet (prévention des explosions et limitation de leurs conséquences), visant spécifiquement le silo « SILORINS », de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2014 ;

1.1 – Généralités

Le silo est aménagé et exploité dans le respect des dispositions concernant les installations existantes de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autres produit organique dégageant des poussières inflammables.

1.2 – Prescriptions particulières

Le silo et ses installations sont réalisés et exploités, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et aux dispositions opposables de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, conformément aux descriptifs du dossier susvisé, référencé « BUTED/NT/1801306 Juin 2019 ».

En particulier :

- **Travaux par points chauds et nettoyage** – Les opérations de nettoyage du silo et les travaux par points chauds à l'intérieur du silo ne sont pas simultanés.
- **Air comprimé** – Les équipements permettant le nettoyage à l'air comprimé à l'intérieur du silo sont consignés sous clef. Ils ne sont remis aux personnels que par un responsable désigné, sur présentation d'une autorisation écrite décrivant les travaux pour lesquels ils sont utilisés et les conditions de sécurité afférentes.
- **Dépoussiérage des produits entrants** – Les produits destinés à être ensilés sont préalablement émottés sous aspiration.
- **Transport** – Le transport par bande n'est autorisé que pour l'expédition. Il est dirigé vers l'extérieur et son départ est dans la tour de manutention. Si tel n'est pas le cas, le transport du produit s'effectue exclusivement dans des transporteurs fermés, sous aspiration dans la partie en béton (en amont de la partie en acier), dont les parties motrices sont extérieures aux volumes sur cellules. Les transporteurs de la partie en béton du silo et les transporteurs de la partie en acier du silo sont découplés. Les têtes d'élévateurs, dans la tour, sont réalisées de manière à présenter une résistance amoindrie à la surpression.
- **Répartiteur et alimentation des convoyeurs** – Les 8 tuyaux d'alimentation du silo ainsi que les tuyaux d'alimentation des transporteurs à chaîne sont équipés de vannes à sécurité positive (fermée par défaut) assurant le découplage des divers circuits entre eux.

- **Découplage des bâtiments** – La tour et l'espace sur cellule de la partie béton, le vide entre les deux parties du silo et les volumes sur cellules de chaque partie, la tour et la galerie sous cellule de la partie en béton, cette galerie et le vide entre les deux parties du silo, la galerie sous cellule de la partie en acier et le vide inter parties, sont découplés (cf. fig 95 du dossier susvisé). Le sens d'ouverture des portes est défini pour s'opposer au sens de propagation de l'explosion la plus probable.
- **Espace inter-cellules (béton et acier)** – Le vide entre la partie en métal et la partie en béton du silo est séparé des espaces sur cellules jusqu'à la toiture, par deux parois résistant à une surpression de 100 mbar. Les parois vers l'extérieur du vide entre les deux parties du silo sont, en revanche, réalisées en matériaux légers (bardage métallique) soufflables.
- **Toiture** – La toiture couvrant les cellules et l'espace inter-cellules ne résiste pas à une surpression dépassant 40 mbar. En cas d'explosion, elle est constituée d'éléments conçus pour se lever sans se décrocher.
- **Extrémité des galeries sous cellules donnant sur la rue** – La couverture des renvois de transporteurs est allégée de manière à faire office d'évent. Les précautions utiles sont prises pour prévenir les projections vers la rue du Rhin Napoléon.

Les divers justificatifs des résistances des structures, des éléments assurant les découplages et des événements sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

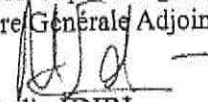
Les mesures de publicité de l'article R181-44 du code de l'environnement s'appliquent au présent arrêté.

Article 4

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'Inspection des installations classées), la société Comptoir Agricole pour l'exploitation de son silo « SILORINS », sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la Ville de Strasbourg.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 Avenue de la Paix – 67 000 STRASBOURG) ou sur le site www.telerecours.fr :

- 1- par le pétitionnaire ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1- et 2-.

